

**Thaïlande : Dissolution du parti *Move Forward*,
bis repetita et l'histoire continue**

Arnaud Leveau

Août 2024

À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique.

Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux.

Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de l'auteur,

Arnaud Leveau

Arnaud Leveau s'occupe depuis octobre 2020 de la Sécurité et de l'Intelligence Compétitive chez Danone SA, fort d'une expérience de plus de 20 ans de travail dans la région Indo/Asie-Pacifique dans les domaines des affaires et de l'industrie (Danone, Airbus, Sciaci Saint Honoré, A&B Strategy), des affaires gouvernementales (Ministère des Affaires étrangères français) et des centres de recherche.

Il a travaillé au Centre d'Études de l'ASEAN de l'Université Chulalongkorn à Bangkok (Thaïlande), au Centre d'Études de l'Asie du Sud-Est de l'Université de Kyoto (Japon) et à l'Institut d'Études de l'Asie de l'Est de l'Université Sogang à Séoul (Corée du Sud). Il a également occupé le poste de Directeur adjoint de l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine à Bangkok.

Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Institut d'Asie Orientale de l'École Normale Supérieure de Lyon en France. Il participe également au groupe de réflexion Asie21. Il est l'auteur de nombreuses publications sur la péninsule coréenne, la Thaïlande et l'Asie du Sud-Est. Ses recherches portent principalement sur les questions de sécurité, de défense et de relations internationales dans la région Indo/Asie-Pacifique.

Thaïlande : Dissolution du parti *Move Forward*,

bis repetita et l'histoire continue

Arnaud Leveau

Août 2024

Sans surprise, le Parti *Move Forward* qui avait remporté le plus de voix lors des élections législatives de mai 2023 mais qui n'a pas été en mesure de participer à la formation du gouvernement - a été dissous par la cour constitutionnelle thaïlandaise le 7 août 2024. Il lui est reproché d'avoir fait campagne pour réformer la loi relative au crime de lèse-majesté, notamment l'article 112 du code criminel et ce en violation de l'article 92 de la loi organique de 2017 relative aux partis politiques.

Déjà en janvier 2024, la cour avait ordonné au parti de cesser de faire campagne pour la révision de cette loi, affirmant que cela s'apparentait à une tentative pour renverser le système thaïlandais de monarchie constitutionnelle. Aussi, lorsqu'en avril 2024, la cour constitutionnelle avait accepté de se saisir d'une requête de la Commission électorale demandant la dissolution du parti qu'elle accusait de trahison, les jeux semblaient déjà faits. La décision de dissolution paraissait inévitable. Lors de la lecture du verdict, la cour a insisté sur le fait que la volonté du *Move Forward* de réformer l'article 112 « visait à séparer la monarchie de l'âme de la nation thaïlandaise ».

La décision de la cour a été critiquée par plusieurs organisations de défense des droits humains comme « Human Rights Watch », la Fédération internationale pour les droits humains, l'association thaïlandaise des avocats pour les droits de l'Homme ou l'Union des libertés civiles. Les Nations-Unies, par la voix de son haut-commissariat pour les Droits de l'Homme se sont montrées troublées par la décision de la cour constitutionnelle thaïlandaise. Les Etats-Unis, l'Union Européenne et l'Australie ont fait le service minimum en publiant chacun de leur côté des communiqués s'inquiétant de la situation, sans toutefois remettre en cause la nature de leur relation avec la Thaïlande. De son côté le ministère thaïlandais des Affaires étrangères a répondu que conformément à la séparation des pouvoirs il n'était pas impliqué dans cette décision qui relevait uniquement de la cour constitutionnelle.

Comme souvent lors de la dissolution d'un parti politique en Thaïlande, plusieurs membres dirigeants sont également interdits d'activité politique pendant plusieurs années. Cela a encore été une fois le cas. Onze responsables du parti, dont son ancien leader Pita Limjaroenrat, se sont vus bannis toutes activités politiques pour les dix prochaines années. La même chose était arrivée au parti « originel » - le *Future Forward* - qui a été dissous en février 2020 après à peine un peu plus de deux ans d'activité. Ses

principaux leaders, y compris ses deux-co-fondateurs Thanathorn Juangroongruangkit et Piyabutr Saengkanokkul avaient également été interdits de toutes activités politique pour dix ans.

Une habitude thaïlandaise

Cette habitude d'interdire les partis politiques considérés comme trop réformistes ou novateurs n'est pas nouvelle en Thaïlande. Le *Pheu Thai* de Thaksin Shinawatra - qui dirige l'actuel gouvernement de coalition thaïlandais - en a déjà fait les frais par le passé. Ses deux anciennes représentations le *Thai Rak Thai* et le *People's Power Party* ont été dissous en 2007 et en 2008 après un coup d'État militaire et un coup de force juridique menée par les forces conservatrices. Dans tous les cas, ces dissolutions n'ont jamais empêché les partis interdits de renaître de leurs cendres sous un autre nom et de continuer à participer au débat public sous une forme ou une autre, voire dans le cas du *Thai Rak Thai* de reprendre le pouvoir à plusieurs reprises.

C'est une fois encore le cas avec le *Move Forward*. L'aspect prévisible de la décision de la cour constitutionnelle a permis au parti de prendre les devants et de se préparer aux prochaines étapes et ce, avant même la décision de la cour. C'est ce qui explique la rapidité du rebond. À peine le *Move Forward* a-t-il été dissous, qu'un nouveau parti a immédiatement été créé pour accueillir 143 députés du groupe siégeant au parlement thaïlandais. Le nouveau parti appelé le Parti du peuple (*People's Party* ou *Prachachon party*) a intégralement repris le programme réformateur du *Move Forward*. Le système thaïlandais permet aux élus non bannis d'un parti dissous de garder leur siège au parlement à la condition de rejoindre un autre parti dans un délais de 60 jours. Le *Move Forward* comptait 148 députés avant sa dissolution. Cinq ont été interdits d'activités politiques. Ce qui veut dire qu'avec 143 députés, le nouveau parti a réussi à préserver l'ensemble de ses sièges. Il n'y a eu, à ce jour, aucune défection. Même si certaines défections peuvent toujours survenir, cela ne changera pas la donne. Le nouveau parti restera la principale force d'opposition à l'Assemblée nationale thaïlandaise.

Pas de changement de fond

S'il n'y a aucun changement sur le fond, il n'y en a pas eu non plus sur la forme. Le nouveau parti a repris la couleur orange de ses deux prédécesseurs ainsi qu'un logo de forme triangulaire. Le portrait socio-culturel des dirigeants du nouveau Parti du peuple est également très proche de celui des deux partis originels. Ainsi, c'est à Naathaphong Ruengpanyawut, un jeune ingénieur informatique de 37 ans, diplômé de la prestigieuse université Chulalongkorn, qu'ont été confiées les clefs du nouveau parti. Naathaphong est le quatrième fils de Suchart Ruengpanyawut, un magnat de l'immobilier, président de *Ruengpanya Kehakran* et Directeur général de *Chanuthorn Development Group*. Avant d'entrée en

politique en 2019, Natthaphong co-dirigeait un fournisseur de solutions dans le « cloud » qu'il avait participé à créer après ses études.

Repéré par Thanathorn Juangroongruangkit, Natthaphong a rapidement eu la charge de chapeauter la plate-forme en ligne du *Future Forward*, puis du *Move Forward*. Avant la dissolution du Parti il occupait le poste de Secrétaire général adjoint en charge du développement des données et du développement numérique. Lors des élections législatives de 2019, Natthaphong a remporté la 30^e circonscription de Bangkok (Bang Khae) pour le *Future Forward* face un candidat du principal parti militaire au pouvoir à l'époque. En 2023, il également été élu, cette fois-ci sur la liste du parti *Move Forward*. Son conseiller Thanyathorn Dhaninwattanathorn a de son côté réussi à se faire élire dans la 30^e circonscription malgré un redécoupage de la carte électorale plus délicat. Toujours pour assurer la continuité entre l'ancien et le nouveau parti, l'économiste de 43 ans Sirikanya Tansakul devrait restée la numéro deux du nouveau parti et Sarayut Jailak, un proche de Thanathorn, Secrétaire général. L'objectif principal de la nouvelle équipe est de se préparer pour les élections législatives de 2027. A l'image du *Move Forward* en 2023, le Parti du peuple espère emporter les prochaines élections, mais aussi d'être en mesure cette fois-ci de prendre la tête du gouvernement qui en résultera.

La difficulté de réformer

Le Parti du peuple affirme vouloir travailler dans le cadre institutionnel actuel qui maintient le roi à la tête de l'État. Toutefois le parti mentionne que le pouvoir du peuple représente l'expression la plus élevée du pouvoir. Cela pourrait être perçu, une fois encore, comme un défi au système monarchique et être source de futurs problèmes juridiques. Cela est accentué par le fait que Natthaphong a affirmé que le nouveau parti resterait déterminé à faire amender la loi sur la lèse-majesté.

S'appuyant sur un programme similaire à celui du *Move Forward* et avec des personnalités ayant un profil proche de celui de la précédente équipe, le nouveau Parti du peuple peut espérer continuer à s'appuyer sur la même base électorale que ses prédécesseurs et même gagner en popularité au fur et à mesure que le soutien pour le gouvernement actuel perdra en intensité.

Un soutien populaire croissant

Aux élections législatives de 2019, le *Future Forward* avait surpris en terminant troisième (17,34% des voix). Avec plus de six millions de voix il avait remporté 81 sièges au parlement. En 2023 sous sa nouvelle forme le parti a plus que doublé ses résultats et est largement arrivé en tête des élections. Avec 37,99% des voix, soit environ 14 millions d'électeurs, il a remporté 151 sièges. Pourtant, cela n'a pas été suffisant pour lui permettre de prendre la tête du gouvernement. En effet en Thaïlande, gagner une

élection ne signifie pas forcément pouvoir gouverner. La constitution de 2017 toujours en vigueur été rédigée en partie pour empêcher un parti de gouverner seul. Il est donc possible de remporter une élection et se retrouver dans l'incapacité de former un gouvernement. C'est ce qui s'est passé en 2023, notamment en raison d'un Sénat dominé par les représentants de l'armée.

La volonté affichée par le *Move Forward* de revoir législation sur le crime de lèse-majesté mais aussi de limiter l'influence de l'armée dans la société a provoqué un fort rejet dans les milieux conservateurs et traditionalistes. Finalement, malgré une défaite cuisante les deux partis pro-militaires ont réussi à se maintenir au pouvoir avec l'appui du parti *Bhumjaithai* et en soutenant le *Pheu Thai*, de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra. Ce dernier était second avec 28 % des voix. Ce revirement avait permis à Thaksin de revenir en Thaïlande et à Srettha Thavasin, de devenir Premier ministre. Cela ne signifie pas que la confiance entre Thaksin et les milieux conservateurs soit pleinement restaurée. Des tensions sont rapidement apparues.

Dans un tel contexte, le *Bhumjaithai* d'Anutin Charnvirakul semble le mieux tirer son épingle du jeu. Ce parti sans base idéologique solide a réussi, grâce au soutien des milieux conservateurs et à d'habiles négociations, à devenir la première force politique dans le Sénat issu des élections de juin 2024.

Une action dans la durée

La base électorale du *Move Forward* est essentiellement constituée de jeunes urbains avides de plus de liberté et de réforme constitutionnelle. Le camp conservateur composé de l'armée, de l'administration, du système judiciaire et d'une bonne partie des milieux d'affaires a remporté la dernière partie tout en ayant perdu les élections. La défiance entre une jeunesse ouverte et une vieille classe politique qui apparaît comme sclérosée ne fait que croître.

Si une partie des électeurs du *Pheu Thai*, déçue par l'alliance de ce dernier avec les partis pro-militaire, pourrait basculer à l'occasion d'une prochaine élection vers le Parti du Peuple il n'est pas certain que cela suffirait pour changer la donne. Au pouvoir ou en exil, Thaksin Shinawatra et ses affidés ont mis vingt ans pour imposer leurs réformes économiques. Après de nombreux aléas et blocages, elles ont fini par être acceptées par l'ensemble de la classe politique thaïlandaise. Elles n'ont d'ailleurs pas été un sujet de débat lors des dernières élections législatives. Le débat porte aujourd'hui sur la question des institutions. Le sujet est encore plus épineux que celui des réformes économiques, du patronage ou de la redistribution des richesses. Il touche à l'identité même du pays et aux intérêts de cercles puissants et influents. Les négociations et les tractions traditionnelles auxquelles est habituée la classe dirigeante thaïlandaise seront difficiles à mener d'autant plus que la société civile est de plus en plus regardante quant à la nature de ces discussions internes. Le débat sur les réformes institutionnelles et le rôle de l'armée dans la société ne fait que commencer.

Cela prendra donc encore de nombreuses années et pas mal de revers avant que le nouveau Parti du peuple, sous ce nom ou un autre, ne parvienne à faire admettre aux milieux conservateurs la nécessité des réformes qu'il propose. La situation n'est pas mûre. Dans un vieux pays comme la Thaïlande, qui n'a l'inverse de ses voisins n'a pas connu de rupture brutale au 19^e ni au 20^e siècles les changements se font à un rythme qui leur est propre et qui n'est pas celui auquel nous sommes plus habitués en Europe. La patience est la clef du succès.

Cela tombe bien pour le nouveau Parti du peuple. Ses responsables comme ceux de ses deux prédécesseurs sont jeunes. Ils ont du temps devant eux. Thanatorn aura 52 ans quand il pourra reprendre une activité politique en 2030. Pita aura 54 ans en 2034. Même si de l'eau sera passée sous les ponts, ils auront encore la force et le temps pour continuer de faire avancer leurs idées d'autant plus que dans l'intervalle leurs « jeunes » amis auront continué de travailler dans ce sens. En matière de politique thaïlandaise, « rien ne sert de courir, il faut savoir partir à point ».